

# L'économie politique de la monnaie

## Le régime monétaire de la Reconstruction aux Etats-Unis

Laurent LE MAUX

*Juin 2016, Lyon, Sc Po*

Durant la période de la Reconstruction, le gouvernement fédéral des Etats-Unis met en place le régime d'étalon espèces-or et instaure progressivement la convertibilité de la monnaie-papier émise durant la guerre de Sécession. La politique d'une monnaie forte s'accompagne d'une politique de protection des industries nationales. Néanmoins, la littérature n'a consacré que peu de pages à l'articulation entre la politique monétaire et la politique tarifaire. Pour combler ce vide, le présent article examine les conditions économiques, le jeu des coalitions politiques et la combinaison monétaire et tarifaire de la Reconstruction. Il construit alors une matrice reposant sur une double dichotomie au niveau monétaire et tarifaire (monnaie forte *versus* monnaie faible, protectionnisme *versus* libre échange). Il en déduit une analyse en termes de *policy mix* monétaire et tarifaire (monnaie forte et protectionnisme, monnaie faible et libre échange), ce qui permet à la fois de dépasser l'analyse en termes de substituabilité (monnaie dépréciée ou tarifs élevés, monnaie appréciée ou tarifs réduits), et d'apprécier les conditions et la cohérence de la politique d'industrialisation et de rattrapage économique mise en œuvre par le gouvernement républicain.

Quelle couleur donner au dollar ? Le vert, couleur de la monnaie-papier émise par le gouvernement fédéral pendant la guerre de Sécession, celle également des plaines du *Middle West* ? Le blanc, couleur de la pièce de 1792, celle par ailleurs d'une domination raciale qui perpétue sa violence dans le *Deep South* ? L'or, couleur de la puissance financière de la Grande-Bretagne, celle aussi du triomphe industriel du *Gilded Age* ? Au-delà des symboles, la Reconstruction constitue une période marquante de l'histoire des Etats-Unis, durant laquelle le gouvernement fédéral tente de consolider les acquis de la guerre de Sécession (1861-1865), et au cours de laquelle les tensions politiques et monétaires s'entrelacent de manière complexe et puissante. Au niveau politique, elle s'affirme entre 1865 et 1868 avec le *Freedman's Bureau Act*, le *Civil Rights Act* et le 14<sup>e</sup> Amendement, lesquels visent à protéger les droits civiques et politiques des nouveaux affranchis. Elle capitule toutefois suite au « compromis de 1877 » qui se concrétise par le retrait définitif des troupes fédérales encore installées dans trois Etats du Sud. Quant à sa dimension monétaire, elle commence avec

le *Contraction Act* de 1865 qui prépare la politique de retour à la convertibilité en espèces métalliques du dollar-papier ayant cours légal – le *greenback*. Elle est relancée avec le *Resumption Act* de 1875 et parachevée en 1879 lors du passage à la convertibilité effective, en espèces-or et à l'ancienne parité. Aussi le résultat le plus remarquable de la Reconstruction est-il l'instauration, au demeurant très conflictuelle, d'une monnaie forte – le dollar-or.

La période des *greenbacks* (1862-1879) vient amender l'affirmation selon laquelle les Etats-Unis se seraient dotés d'une banque centrale qu'à partir de la fondation du Système de Réserve Fédérale. En réalité, le gouvernement d'alors assure plusieurs fonctions généralement attribuées à la banque centrale parmi lesquelles l'émission de la monnaie fiduciaire (permettant, en l'occurrence, de financer une partie des dépenses liées à la guerre de Sécession), la mise en œuvre d'une politique monétaire, d'une politique de change (en l'espèce, une politique déflationniste, en faveur du monométallisme-or), et l'intervention en tant que prêteur en dernier ressort (en l'occurrence, durant la crise de 1873). La période des *greenbacks* aux Etats-Unis présente ainsi des similarités avec la période de la Restriction en Grande-Bretagne (1797-1821) durant laquelle la Banque d'Angleterre avait suspendu ses paiements en espèces métalliques du fait des guerres napoléoniennes. En Grande-Bretagne, le retour à l'ancienne parité fut favorisé par une conjonction de trois facteurs, à savoir : la dépréciation relativement modérée de la livre sterling (de l'ordre de 15% en 1815), la montée en puissance de la classe financière (*moneyed interest*) face à la classe foncière (*landed interest*), et l'avance industrielle de l'Angleterre par rapport aux autres nations occidentales. En revanche, aux Etats-Unis, bien que la place financière de New York se développe fortement, le retour à l'ancienne parité s'avère bien plus délicat : la dépréciation des *greenbacks* est plus importante (de l'ordre de 35% en 1865), les finances de l'Union demeurent dépendantes des flux de capitaux venant d'Europe, et le retard industriel reste significatif.

Les difficultés sont d'autant plus grandes que des tensions politiques au sein de l'Union opposent les grands blocs géographiques (les « sections ») au rang desquels le Nord-Est, l'Ouest d'alors (le *Midwest* d'aujourd'hui) et le Sud. A l'issue de la guerre de Sécession, l'économie du Sud se retrouve à la marge de l'Union et, en raison du 13<sup>e</sup> Amendement, les exploitations cotonnières se tournent vers des relations de travail basées sur le métayage. Désormais, les cités industrielles et les places financières du Nord-Est font face aux grandes plaines du Midwest. Ces deux blocs géographiques sont reliés par un réseau ferroviaire relativement dense qui accentue la spécialisation économique, ainsi que par un système de correspondance bancaire qui converge vers New York. L'opposition entre le Nord-Est industriel et financier et le Midwest agraire se substitue alors à celle entre le travail « libre » au Nord et l'esclavage au Sud. L'ouvrage de Nicolas Barreyre (2014a) montre que chaque parti, le parti républicain comme le parti démocrate, ne parvient pas à dépasser les clivages entre les sections. Concernant le domaine économique, parmi les nombreuses

nuances de l'échiquier politique, une opposition significative se dégage : qu'ils soient Républicains ou Démocrates, les élus du Midwest convergent pour défendre une politique de monnaie faible (*soft money*), tandis que ceux du Nord-Est sont plutôt en faveur d'une monnaie forte (*hard money*). Quant au domaine politique, le parti républicain se déchire au sujet des libertés civiques et de l'organisation des pouvoirs au sein des Etats réunis : la ligne des Républicains « radicaux » est volontariste et fédérale, tandis que celle incarnée par le président Andrew Johnson est « modérée » et complaisante à l'égard du Sud. Finalement, le Nord-Est réussit à imposer la politique économique qui combine la monnaie forte et le protectionnisme industriel, et le Sud à diffuser son idéologie au niveau fédéral par l'intermédiaire de l'arrêt *Plessy versus Ferguson* de 1896 qui valide constitutionnellement les lois ségrégationnistes.

Comment, malgré ces difficultés objectives, ces antagonismes sectionnels, ces conflits politiques, la monnaie-or a-t-elle pu s'imposer au sein de l'Union ? La littérature offre plusieurs éléments de réponse. Au niveau interne, la forte déflation induite révèle la détermination du gouvernement et, au niveau externe, l'appréciation du *greenback* et surtout la baisse de la volatilité du taux de change permettent d'estimer la crédibilité du gouvernement sur le marché international de capitaux (Willard, Guinnane et Rosen, 1996 ; Smith et Smith, 1997 ; Meulemann, Uebele et Wilfling, 2014). Si les anticipations des agents et la crédibilité du gouvernement permettent de comprendre à court ou moyen terme l'évolution à la baisse de la prime sur l'or (la différence entre le prix de marché de l'or en dollar-papier et son prix officiel avant la suspension des paiements), une autre question porte à plus long terme sur les conditions et la cohérence de la mise en place du monométallisme-or durant la Reconstruction.

Pour y répondre, il nous faut examiner les conventions monétaires, les conditions économiques, le jeu des coalitions politiques et les marges de manœuvre du gouvernement républicain. Il nous est alors possible de construire une matrice monétaire et tarifaire envisageant les différentes combinaisons de la politique monétaire (monnaie forte *versus* monnaie faible) et de la politique tarifaire (protectionnisme *versus* libre échange). Nous pouvons ensuite en déduire une analyse originale en termes de *policy mix* monétaire et tarifaire (monnaie forte et protectionnisme, monnaie faible et libre échange), ce qui permet de dépasser l'analyse en termes de substituabilité des instruments monétaire et tarifaire (monnaie dépréciée ou tarifs élevés, monnaie appréciée ou tarifs faibles). Le principe de *policy mix* est généralement réservé à la combinaison des politiques monétaire et budgétaire dans le cadre d'une politique *conjoncturelle* : les autorités peuvent mener une politique budgétaire de relance et une politique monétaire restrictive (respectivement, une politique monétaire accommodante et une politique budgétaire de rigueur) afin de soutenir la croissance en évitant des tensions inflationnistes (respectivement, en évitant des dérapages budgétaires). Le *policy mix* que nous envisageons est d'une autre nature et renvoie à une combinaison de politiques monétaire et tarifaire dans le cadre d'une politique *structurelle* : les autorités combinent une

politique de monnaie forte et une politique protectionniste, ou une politique de monnaie faible et une politique de libre échange. Aussi, dans le cas de la Reconstruction aux Etats-Unis, l'analyse en termes de *policy mix* monétaire et tarifaire permet-elle de mettre en lumière la cohérence de la politique d'industrialisation et de rattrapage économique mise en œuvre par le gouvernement républicain.

Au préalable, quelques précisions peuvent être apportées concernant le champ sémantique, la périodisation, et la méthode adoptés dans le présent article. D'abord, conformément aux représentations de l'époque, la « monnaie forte » (*hard money*) se caractérise par une appréciation sur le marché des changes et par un ancrage nominal sur la monnaie-or de la Grande-Bretagne. Elle n'est pas nécessairement déflationniste – bien qu'elle le soit durant la Reconstruction en raison du retour à l'ancienne parité. Quant à la « monnaie faible » (*soft money*), elle se caractérise par une dépréciation par rapport à la monnaie-or et elle peut prendre la forme du *greenback* (dans le cadre du régime de monnaie-papier) ou des espèces-argent (dans le cadre du régime bimétallique). Elle n'est pas nécessairement inflationniste – et elle peut même être perçue comme un moyen d'assurer une plus grande stabilité des prix. La périodisation, ensuite. La mise en place progressive du monométallisme-or accompagnée d'une politique protectionniste se situe durant la Reconstruction (1865-1879). Toutefois, une telle politique structurelle déploie ses effets sur un plus long terme de sorte qu'il convient d'élargir la période à l'ensemble du *Gilded Age* (1865-1900). La méthode, enfin. Si le balancement entre les réponses d'ordre économique et celles d'ordre culturel risquent de se perpétuer au gré des références, prises à la lettre, des discours et des représentations de l'époque, la perspective analytique développée ici, celle de l'économie politique, tente de fixer les enjeux politiques, économiques et monétaires. Aussi proposons-nous une articulation entre (i) l'histoire monétaire des Etats-Unis, (ii) les représentations et opinions au temps la Reconstruction et (iii) un modèle analysant la soutenabilité et la cohérence de la politique en faveur de l'étalon espèces-or.

Selon cette perspective, l'article examine d'abord la politique monétaire durant la période des *greenbacks* (section 1) ainsi que la politique tarifaire, ce qui nous conduit à discerner les différentes coalitions politiques (section 2). Il propose ensuite une catégorisation des différents courants de pensée et groupes économiques de l'époque et construit ainsi la matrice monétaire et tarifaire de la Reconstruction (section 3). Il en déduit une analyse en termes de *policy mix* monétaire et tarifaire permettant, en l'occurrence, de mettre en lumière la soutenabilité et la cohérence de la stratégie économique du gouvernement républicain (section 4). En guise de conclusion, l'article élargit la réflexion à la question des droits civiques et à la « contrepartie politique » de l'étalon espèces-or aux Etats-Unis (section 5).

## 1. Le régime de change et la politique monétaire

Afin de saisir l'enjeu de la Reconstruction, il importe de rappeler les conventions monétaires qui la caractérisent.<sup>1</sup> Le gouvernement de Washington avait financé pour partie les dépenses liées à la guerre de Sécession à l'aide des *Legal Tender Acts* de 1862 et 1863 qui l'autorisaient à émettre, pour un total de 450 millions de dollars, de la monnaie-papier inconvertible – le *greenback*. Entre 1861 et 1864, le prix de marché de l'or mesuré en dollar-papier fait plus que doubler sur la place de New York (graphique 1 de l'annexe). Dès la fin de l'année 1865, l'administration républicaine entend conduire une politique de réduction de la quantité de *greenbacks*, en s'appuyant sur le *Contraction Act*, afin de rétablir la convertibilité en espèces métalliques et à l'ancienne parité. Inquiet des pouvoirs exorbitants potentiellement aux mains du Secrétaire au Trésor Hugh McCulloch, le Congrès obtient en 1866 un plafonnement des retraits des *greenbacks* dont la circulation baisse toutefois de 44 millions de 1866 à 1868. La déflation qui en résulte, le mécontentement à l'intérieur du pays, la crise aigüe au sein du parti républicain, l'affaiblissement politique d'Andrew Johnson avant qu'Ulysses Grant n'assume la présidence, tout conduit le Congrès à suspendre en 1868 la politique de retrait et à opter momentanément pour celle du gel. En réponse à l'émission de *greenbacks* lors de la crise financière de 1873 ainsi qu'au « *Inflation Act* » de 1874 auquel le président Grant oppose son veto, le *Resumption Act* de 1875 permet au gouvernement de relancer la politique de retrait. Au cours de l'année 1878, la prime sur l'or s'annule et le Congrès bloque alors de manière définitive le montant de *greenbacks* en circulation. La convertibilité en espèces-or devient officielle le 1<sup>er</sup> janvier 1879. Durant les quinze années qui précèdent le retour à la convertibilité, le prix l'or en dollar-papier et les prix de gros ont baissé de moitié.

Le *Resumption Act* de 1875 marque l'étape ultime de l'instauration de l'étalon espèces-or à l'ancienne parité. L'un des acteurs importants de l'époque, John Sherman, membre du *Finance Committee* au Sénat puis Secrétaire au Trésor, estime qu'il s'agit d'un « compromis » (Unger, 1864, pp. 253-5 ; Barreyre, 2014a, pp. 234-8). Trois raisons conduisent toutefois à ne pas prendre la formule pour argent comptant. D'un point de vue macroéconomique, d'abord : la loi de 1875 est déflationniste. Il y a une contraction de 36 millions de

---

<sup>1</sup> Sur la période des *greenbacks* (1862-1879), voir notamment Mitchell (1903, 1908), Kindahl (1961), Friedman et Schwartz (1963, chapitre 2), Timberlake (1993, chapitres 8 et 10). L'historiographie anglo-saxonne retient deux types d'approche, l'une économique (Sharkey, 1959), l'autre culturelle (Unger, 1964). Robert Sharkey (1959) montre que le système productif des sections (Est, Ouest), les choix monétaires (*hard money*, *soft money*), les groupes d'intérêts économiques (*business*, *agriculture*), n'étaient pas aussi homogènes que ne le laisse penser l'analyse dualiste initialement offerte par Charles Beard et Mary Beard (1927). Enfin, la littérature économique distingue généralement la mise en place du régime monétaire d'une part, et l'architecture du système bancaire d'autre part. Sur le *National Banking System* (1863-1913), le système d'émission de billets nationaux (*national notes*) par les banques sous charte fédérale (*national banks*), parmi plusieurs références, voir James (1976), Champ, Freeman et Weber (1999), Calomiris et Mason (2008), Le Maux (2013).

*greenbacks* entre 1875 et 1877 et les émissions de billets nationaux, supposées compenser la contraction des *greenbacks*, sont comptabilisées en termes bruts, et non en termes nets, ce qui atténue le dispositif compensatoire (Timberlake, 1993, p. 112). D'un point de vue institutionnel, ensuite : bien que différent l'un de l'autre, le *Resumption Act* de 1875 s'appuie sur le *Coinage Act* de 1873. Le gouvernement entend mettre fin au bimétallisme désormais intenable sauf à accepter une monnaie faible, la monnaie-argent. Le *Coinage Act* de 1873, qui fut par la suite appelé le « crime » de 1873, supprime, en catimini, la frappe libre de pièces en argent.<sup>2</sup> La contestation n'est pas immédiate et sa virulence tardive n'aura raison de la détermination du gouvernement : la convertibilité en espèces-or est programmée en 1875 et sera effective en 1879. Les espèces-argent se substituent alors aux *greenbacks* comme possibilité d'une monnaie faible et ses partisans exigent le rétablissement de la frappe libre ou *a minima* la frappe contingentée du métal blanc. D'un point de vue politique, enfin : pour faire face à l'opposition toujours virulente, le gouvernement fait voter le *Bland-Allison Act* de 1878 et le *Silver Purchase Act* de 1890, lesquels autorisent la Monnaie à frapper une quantité limitée de pièces d'argent. Non seulement ce dispositif ne change pas la nature du régime monétaire, le monométallisme-or, mais il s'avère politiquement fragile. En effet, lors de la crise monétaire de 1893, le président Grover Cleveland rassemble le Congrès pour proposer *ex abrupto* l'abrogation de la frappe limitée de l'argent. Le *Coinage Act* de 1900 officialise le monométallisme-or après un quart siècle d'une « bataille » qui commence durant la Reconstruction.

Cette présentation préalable des conventions monétaires soulève au passage un problème théorique. En effet, l'approche selon laquelle la monnaie est essentiellement un moyen d'échange dont la quantité se mesure et doit être contrôlée, demeure insuffisante pour saisir la trajectoire de la monnaie au sein d'une nation, en l'occurrence celle des Etats-Unis. En revanche, l'approche centrée sur l'unité de compte, laquelle emporte avec elle l'instauration du régime monétaire et implique en conséquence le politique autant que l'économique, offre une perspective plus large et permet à la fois de démêler les tensions travaillant une communauté nationale et de saisir les relations économiques et stratégiques vis-à-vis de la sphère internationale. Ce point est d'autant plus remarquable que la politique monétaire de la Reconstruction limite drastiquement l'émission de l'ensemble des moyens de paiement sous

---

<sup>2</sup> Les rédacteurs du texte de 1873 ont anticipé la baisse de la valeur de l'argent par rapport à l'or. Un rapport du 19 novembre 1872, adressé au secrétaire au Trésor et cité par Henry Linderman (1878, pp. 47-8), résume l'état du marché des métaux précieux et anticipe une baisse importante du cours de l'argent par rapport à l'or : du côté de l'offre, la production d'argent augmente dans le Nevada et celle de l'or fléchit en Californie ; du côté de la demande, l'argent est démonétisé au sein de l'Empire germanique qui opte ainsi pour le monométallisme-or. Voir Nugent (1867, pp. 35-6, 81-2) sur les différents rapports adressés à partir de 1866 au secrétaire du Trésor. Sur le « crime » de 1873, voir également O'Leary (1960) et Friedman (1990) concernant le cas des Etats-Unis, Gillard (1991) et Flandreau (1996) concernant celui de la France.

forme fiduciaire : le plafonnement ou la limitation de l'émission des billets par les banques nationales, la taxe de 10% sur la circulation des billets émis par les banques locales, et surtout le retrait ou le gel de la quantité de *greenbacks*, sont autant de mesures que le gouvernement met en place au risque de provoquer des ruptures dans la chaîne des paiements à l'intérieur du pays. C'est que l'objectif est d'imposer une unité de compte, celle reposant sur le métal-or.

La controverse se situe par ailleurs au niveau de la littérature empirique. Les travaux de James Kindahl (1961), Milton Friedman et Anna Schwartz (1963), Lawrence Officer (1981) considèrent que le stock de monnaie constitue le facteur déterminant du niveau général des prix, du cours de l'or en *greenbacks* et de la convergence vers l'ancienne parité. En revanche, les travaux de Charles Calomiris (1988), Kristen Willard, Timothy Guinnane et Harvey Rosen (1996), Max Meulemann, Martin Uebele et Bernd Wilfling (2014) se démarquent de l'approche quantitativiste. La focale est mise sur les anticipations des agents sur le marché de l'or concernant la probabilité de retour à la convertibilité et sur la crédibilité du gouvernement à instaurer l'étalon espèces-or. Il est souligné par ailleurs que le gouvernement entend instaurer le monométallisme-or afin qu'il puisse réaménager la dette fédérale à taux d'intérêt plus faibles (REFERENCES). Toutefois, la littérature ne consacre que peu de pages à l'articulation entre la politique monétaire et la politique de change d'une part, et la politique tarifaire et la stratégie d'industrialisation d'autre part. Pour combler ce vide, ce qui suit montre que l'articulation de la politique monétaire et la politique tarifaire découle à la fois du contexte économique et social, des différentes coalitions politiques et du projet industriel du gouvernement républicain.

## 2. La politique tarifaire et les coalitions politiques

Parallèlement à l'instauration d'une monnaie-or, le gouvernement républicain maintient une politique protectionniste.<sup>3</sup> Durant la guerre de Sécession, les tarifs douaniers ont fortement augmenté par l'intermédiaire du *Morrill Act* de 1861, conformément au programme porté par Abraham Lincoln, et en raison de l'augmentation des dépenses militaires de la fédération. A partir de 1866, alors que la pression fiscale diminue par ailleurs, le niveau des tarifs reste stable et le gouvernement souhaite même les augmenter au-delà des besoins budgétaires afin d'en faire une protection permanente de l'industrie nationale.

---

<sup>3</sup> Sur la politique protectionniste, de la guerre de Sécession au tournant du siècle, voir notamment Taussig (1905, 1915), Hawke (1975), Lake (1988), Heffer (2003), Irwin (2000, 2007). Bien que la place manque ici pour traiter le volet budgétaire et la dette publique, il est à noter que la dette fédérale passe de 65 millions en 1860 à 2,7 milliards de dollars en 1865 puis, après plusieurs années d'excédents budgétaires, elle s'établit autour de 1,2 milliard en 1900 (*Bureau of the Census*, 1975, vol. 2, p. 1118). Sur les finances de l'Union, parmi plusieurs références, voir Dewey (1903), Studinsky et Krooss (1963), Heffer (2006).

Le renforcement tarifaire est fermement soutenu par les Républicains radicaux, les industries sidérurgiques de la Pennsylvanie et les producteurs de laine d'une part, et combattu par les conservateurs libéraux, la sphère marchande et financière de New York, l'industrie textile de la Nouvelle-Angleterre, et surtout par les Démocrates et les producteurs agraires du Sud et du Midwest d'autre part. Bien que, dans le cadre du *Tariff Act* de 1872, les Républicains conservateurs fassent une « concession », selon la formule de John Sherman (Stanwood, 1903, pp. 181-2), en baissant de 10% les tarifs sur les produits manufacturés, ceux-ci restent à un niveau élevé jusqu'en 1910 : en moyenne sur la période, les tarifs représentent 27% du total des importations et 45% des importations taxées (*Bureau of the Census*, 1975, part 2, p. 888). Même si à un niveau désagrégé les branches les plus protégées ne sont pas nécessairement les plus dynamiques, il peut être toutefois noté (en écartant l'argument *post hoc*) qu'à partir du milieu des années 1890, les Etats-Unis deviennent exportateurs nets de biens manufacturés.

La controverse porte alors sur le fait de savoir si la politique tarifaire a eu des effets sur le processus d'industrialisation et la structure de l'économie des Etats-Unis à la fin du dix-neuvième siècle. Sans se prononcer sur ce point, Bennett Baack et Edward Ray (1983) estiment toutefois que le protectionnisme se réduit au jeu des intérêts privés et publics et qu'il est le résultat des groupes de pression économiques et des besoins budgétaires du gouvernement. Tout d'abord, une interprétation plus nuancée est envisageable : si l'activité des groupes de pression est bien tangible, elle se greffe néanmoins sur la politique tarifaire du *Gilded Age* plus qu'elle ne l'explique. L'une des propositions fortes du programme républicain porté par Abraham Lincoln lors de la campagne de 1860 est l'élévation de la protection douanière et elle constitue un des éléments majeurs du déclenchement de la guerre de Sécession. Aussi n'y voir que l'effet des groupes de pression réduit considérablement le cadre analytique par rapport à celui que se fixe l'économie politique. D'autre part, les travaux menés par Douglass Irwin (2000) montrent que, dans le cas précis du *McKinley Act* de 1890, la protection des industries naissantes fut effective et permit une accélération du développement du secteur industriel étudié, sans pour autant améliorer le bien-être économique. Ces résultats indiquent en filigrane que la controverse porte, non pas sur la croissance économique ou le bien-être des consommateurs, mais sur le processus d'industrialisation des Etats-Unis (Bensel, 2000 ; Carpenter, 2003). Finalement, l'interprétation en termes de groupe d'intérêt est intéressante si elle permet de dégager des coalitions politiques et économiques.

De plus, en tenant compte du contexte international du *Gilded Age*, il apparaît que la politique tarifaire de la Reconstruction découle notamment de l'évolution du système productif. Si les relations de travail opposent le Nord et le Sud avant la guerre de Sécession (travail libre/esclavage), désormais, les dotations factorielles structurent significativement les oppositions entre le Nord-Est et le Midwest (capital/terre). Le Nord-Est, la Pennsylvanie et le

littoral des Grands Lacs (*manufacturing belt*) se spécialisent au niveau national dans la production industrielle mais demeure vulnérable face à la concurrence des nations européennes, la Grande-Bretagne en tête. Le Midwest ainsi que le Sud se spécialisent tant au niveau national qu'au niveau international dans la production agraire et devient de plus en plus dépendant de la demande extérieure. Ainsi, la plupart des producteurs industriels font pression pour maintenir voire renforcer la politique protectionniste, tandis que les producteurs agraires défendent une politique de libre échange. Si les conditions économiques au niveau international déterminent la politique au niveau national, en retour, les effets redistributifs de la politique tarifaire renforcent les antagonismes entre les sections, entre les groupes économiques qui les constituent. Pour la seule année 1879, les producteurs agraires (tournés vers les exportations) subissent une perte de 2,7% à 3,7% du produit intérieur, tandis que les producteurs industriels (conurrencés par les importations) bénéficient d'un gain 3,2% à 3,7% (Irwin, 2007, pp. 597-9). Ces effets redistributifs sont accentués par la politique de monnaie forte qui conduit à une baisse plus importante des prix des biens échangeables par rapport à ceux des biens non échangeables sur les marchés internationaux. Entre 1869 et 1879, la baisse de l'indice des prix de la production agricole (biens échangeables produits dans le Midwest) par rapport à celle de l'indice des prix de la construction ou des matériaux de construction (biens non échangeables produits dans villes du Nord-Est) est de 30% (Warren et Pearson, 1935, pp. 30-2 ; Frieden, 1997, p. 368).

Les tensions à l'œuvre entre les entités économiques et les blocs géographiques nous permettent de faire apparaître comment se forment les coalitions politiques, comment se combinent les politiques monétaire et tarifaire, et *in fine* comment s'opèrent les redistributions de revenus. Une première coalition, de type industrie-salariat, fait pencher la balance du côté d'une politique protectionniste (Bensel, 1984, pp. 62-3 ; Rogowski, 1989, pp. 43-8). Si les firmes de la Pennsylvanie et du Midwest réclament plus fermement des tarifs élevés, en revanche, celles de la Nouvelle-Angleterre et de New York semblent davantage préparées à faire face à la concurrence internationale et souhaitent bénéficier de prix d'intrants plus faibles (Coben, 1959, pp. 77-8 ; Sharkey, 1959, pp. 163, 170). Par ailleurs, la politique tarifaire est relativement neutre pour les consommateurs (Irwin, 2007, pp. 597-9) et le niveau des salaires réels tend même à augmenter entre 1865 et 1870 (graphique 2 de l'annexe). Par conséquent, la politique tarifaire ne rencontre pas une contestation franche de la part des salariés, *a fortiori* si ceux-ci travaillent dans les branches protégées. Face à cette première coalition (industrie-salariat), les producteurs agraires du Midwest, qui réclament une baisse des tarifs, demeurent isolés.

Une seconde coalition, de type finance-industrie, fait pencher la balance du côté de la politique de monnaie forte accompagnée d'une politique protectionniste. Au niveau intérieur, les institutions bancaires et financières

sont globalement favorables à une politique déflationniste, laquelle bénéficie aux détenteurs de capitaux. Au niveau extérieur, les banques du Nord-Est entretiennent des relations financières importantes avec l'Europe et l'adhésion au monométallisme-or leur garantit une stabilité des entrées de capitaux et un niveau relativement faible des taux d'intérêt sur les marchés internationaux (Bordo et Rockoff, 1996). Toujours au niveau extérieur, les producteurs industriels peuvent certes se plaindre de la détérioration de la compétitivité-prix induite par la monnaie forte, mais ils l'acceptent plus ou moins dès lors qu'ils bénéficient en contrepartie d'une protection tarifaire significative.<sup>4</sup> Là encore, les opinions divergent selon la distance par rapport à la frontière technologique ou la structure de la demande intérieure. Si les producteurs de la Pennsylvanie, qui se situent dans des secteurs moins avancés ou plus exposés à la concurrence internationale, s'expriment clairement contre une monnaie forte, en revanche, ceux de la Nouvelle-Angleterre et de New York, qui se situent dans des secteurs plus avancés ou moins exposés, s'en accommodent davantage. Quoi qu'il en soit, les industriels acceptent peu ou prou une monnaie forte revendiquée par la sphère financière dès lors que les tarifs restent relativement stables et suffisamment élevés pour compenser la perte induite de compétitivité-prix. Face à cette seconde coalition (finance-industrie), les producteurs agraires du Midwest, qui souhaitent une monnaie faible pour renforcer leur compétitivité-prix, et non une monnaie forte qui alourdit le fardeau de leurs dettes, sont là encore isolés.

Ainsi, les enjeux monétaires sont à articuler avec les enjeux tarifaires et, en l'occurrence, une double coalition est à l'œuvre. La coalition industrie-salariat détermine la politique protectionniste (du moins tant qu'elle n'affecte que faiblement le pouvoir d'achat des salariés) et la coalition finance-industrie détermine pour partie la politique de monnaie forte (du moins tant que la perte de compétitivité-prix qu'elle induit est peu ou prou neutralisée par la politique tarifaire). Cette double coalition est très favorable au Nord-Est et isole les producteurs agraires du Midwest. L'isolement du Midwest est renforcé sur le plan territorial : l'accès à la liquidité bancaire ainsi qu'aux marchés internationaux de marchandises se fait essentiellement par l'intermédiaire des établissements bancaires et des cités portuaires de la côte Est. Dans un tel contexte, le gouvernement reste indifférent aux mouvements en faveur de la monnaie faible (*greenbackers*) et plus généralement aux mouvements populaires à l'intérieur du pays (*populism*). D'autant que, si la politique de monnaie forte permet une plus forte déflation dans le secteur des biens échangeables, et en

---

<sup>4</sup> Une interprétation similaire est proposée ailleurs, à la fois au niveau politique et économique. Au niveau politique, Bense (2000, p. 455) souligne que la majorité Démocrate au Sénat au début des années 1890 est en faveur de la monnaie-argent de sorte que le groupe des financiers rejoint le camp des industriels en faveur du protectionnisme afin de former une coalition permettant de sauver le monométallisme-or. Sur le plan économique, Frieden (2002, p. 118) fait explicitement référence à la compétitivité-prix de court terme résultant d'une dépréciation. La section suivante pousse l'analyse plus loin en intégrant dans le raisonnement les innovations technologiques, les gains de productivité et la compétitivité hors prix.

l'occurrence des produits agricoles, c'est autant de pris pour améliorer l'état de la balance commerciale et des réserves métalliques.

La politique monétaire comme la politique tarifaire ne se cantonnent pas à un simple jeu de coalitions de groupes économiques mais, combinées l'une à l'autre, elles offrent à la nation plusieurs projets de développement économique. La tradition politique établie par Alexander Hamilton (et centrée dans le Nord-Est), celle remontant à Thomas Jefferson (et réaffirmée dans le Midwest), proposent chacune un projet national et une vision de la souveraineté monétaire. D'un côté, la monnaie forte peut faire basculer le système industriel vers une production à forte valeur ajoutée et garante d'un développement pérenne. De l'autre côté, la monnaie faible renforce certes une production agricole relativement plus compétitive mais ne permet pas de rivaliser à terme avec une Europe puissante.

### **3. Combinaisons de la politique monétaire et de la politique tarifaire**

La politique protectionniste du gouvernement républicain s'appuie sur le principe de la protection des industries naissantes formulé par Alexander Hamilton (1791) dans son fameux *Report on the Subject of Manufactures*. De manière emblématique, un article du *Chicago Republican* (16 novembre 1866) propose une analyse comparée de la politique commerciale de l'Angleterre et des Etats-Unis, respectivement, au cours des décennies passées et des décennies futures : en Angleterre, « la protection fut d'abord invoquée au nom des industries, mais quand celles-ci ont crû jusqu'au point de commencer à consommer [des biens agricoles] et des tissus étrangers en grande quantité, le libre-échange devint la doctrine des industriels, et les classes agricultrices se battirent pour la protection » ; à terme, les Etats-Unis seront en mesure « d'entrer dans cette seconde étape, où la protection sera ardemment réclamée par les fermiers, alors que les industriels [...] favoriseront le libre échange » (citation dans Barreyre, 2014a, p. 119). Pour ce qui concerne le régime monétaire, le gouvernement républicain se réfère souvent au régime d'étalon-espèces-or de la Grande-Bretagne et aux réformes monétaires qui ont ramené la livre sterling à son ancienne parité (McCulloch, 1877, p. 404 ; Sherman, 1877, p. 422 ; Sherman, 1895, p. 442). Très tôt, un article du *New York Times* (27 janvier 1862) décrit en détail l'expérience de la Restriction à l'issue de laquelle le parlement anglais instaura le monométallisme-or puis le retour à la convertibilité du billet de la Banque d'Angleterre à l'ancienne parité. Aussi l'attachement mimétique à l'étalon-or s'explique-t-il par l'association qui est faite entre la monnaie-or d'une part, et l'excellence industrielle et la puissance financière de la Grande-Bretagne d'autre part (Nugent, 1967, pp. 18-9, 46-7).

Le gouvernement républicain applique à la fois une politique de monnaie forte et une politique protectionniste et, nous l'avons vu, il peut s'appuyer sur

la double coalition du Nord-Est. Toutefois, cette combinaison monétaire et tarifaire n'est pas la seule option envisagée, loin s'en faut, et elle suscite même une franche opposition de plusieurs courants politiques et groupes économiques. Afin de les situer dans leur diversité et de présenter les différentes combinaisons possibles, nous pouvons nous référer à la double dichotomie monétaire et tarifaire, à savoir : (1) monnaie forte *versus* monnaie faible et (2) protectionnisme *versus* libre échange. Le tableau suivant présente alors la matrice monétaire et tarifaire dans le contexte de la Reconstruction.

*Matrice monétaire et tarifaire de la Reconstruction*

	Protectionnisme	Libre échange
	(i)	(ii)
<b>Monnaie forte</b>	Républicains conservateurs : Projet du Nord-Est <i>Policy mix</i> « industriel » <i>Intégration monétaire et déconnexion commerciale</i>	Conservateurs libéraux : E. Atkinson, H. McCulloch Finance de la côte Est <i>Double intégration</i>
	(iii)	(iv)
<b>Monnaie faible</b>	Républicains radicaux : H. Carey, W. Kelley Industrie de la Pennsylvanie <i>Double déconnexion</i>	<i>Greenbackers, Populism</i> : Projet du Midwest ; <i>Policy mix</i> « agricole » <i>Intégration commerciale et déconnexion monétaire</i>

Une interprétation communément admise associe, d'un côté, le monométallisme-or et le libre échange afin de caractériser la dimension internationale que l'idéologie du laissez-faire souhaite donner à la monnaie (ce qui revient à considérer l'économie politique britannique comme l'horizon indépassable du monométallisme-or). Elle associe, de l'autre côté, la monnaie-papier et l'interventionnisme étatique afin de souligner la souveraineté monétaire que l'autorité politique entend affirmer (ce qui revient à vider le monométallisme-or de toute ambition nationale). En réalité, cette interprétation ne retient que deux configurations au demeurant minoritaires aux États-Unis : il s'agit du groupe des conservateurs libéraux (ii), et celui des Républicains radicaux (iii). Les conservateurs libéraux (ils sont notamment issus de New York et de la Nouvelle-Angleterre et se retrouvent dans les positions du secrétaire au Trésor Hugh McCulloch, de l'économiste Edward Atkinson) défendent la monnaie-or et le libre échange international. Les Républicains radicaux (eux sont notamment issus de la Pennsylvanie et se regroupent autour du représentant au Congrès William Kelley, de l'économiste Henry Carey) ont une position diamétralement opposée. Toutefois, ces deux configurations traduisent ni l'expression d'une section (tout au plus la

revendication des secteurs industriels moins avancés ou moins abrités) ni la formation d'une coalition conséquente (tout au plus l'expression du secteur financier ou d'un groupe politique).

En revanche, les deux autres configurations de la matrice monétaire et tarifaire sont davantage susceptibles de rencontrer une majorité politique ou populaire : il s'agit du projet associant monnaie forte et protectionnisme (*i*), et celui associant monnaie faible et libre échange (*iv*). Au niveau politique, ces deux configurations correspondent aux deux grands blocs géographiques, le Nord-Est et le Midwest. Respectivement, elles s'appuient sur des coalitions politiques (les coalitions de type industrie-salariat et finance-industrie) ou sur des mouvements populaires (ceux des *greenbackers* et du *populism*). Aussi, alors qu'il défend la monnaie-or, le projet des Républicains conservateurs tourne-t-il le dos au laissez-faire international et érige des tarifs élevés jusqu'au tournant du siècle. En revanche, alors qu'il défend la monnaie-papier, le projet des mouvements populaires souhaite l'ouverture commerciale et revendique la baisse des barrières douanières. Au niveau économique, ces deux configurations correspondent à deux types de *policy mix* monétaire et tarifaire que nous allons maintenant aborder.

#### **4. Le *policy mix* monétaire et tarifaire**

A partir de la matrice monétaire et tarifaire, nous pouvons établir le principe du *policy mix* associant l'instrument du change et celui des tarifs douaniers. Le *policy mix* que nous envisageons renvoie à une combinaison de politiques monétaire et tarifaire dans le cadre d'une politique structurelle, de long terme, bien qu'il convienne de garder à l'esprit qu'il peut avoir, à plus court terme, des conséquences conjoncturelles plus ou moins déstabilisantes. Par ailleurs, l'analyse en termes de *policy mix* monétaire et tarifaire (monnaie forte et protectionnisme, monnaie faible et libre échange) permet de dépasser l'analyse en termes de substituabilité des instruments monétaire et tarifaire (monnaie dépréciée ou tarifs élevés, monnaie appréciée ou tarifs réduits).

Le *policy mix* « industriel » associant la monnaie forte et le protectionnisme correspond à la combinaison choisie par le gouvernement républicain dans le cadre d'une politique de rattrapage industriel. Dans un premier temps, la protection tarifaire offre aux industries nationales l'espace nécessaire à la mise en place d'économies d'échelle qui leur permet d'atteindre une taille critique pour s'imposer au sein du commerce international. Dans un second temps, la monnaie forte ancrée sur la monnaie britannique contraint les industries à réaliser des innovations technologiques et des gains de productivité voire à construire une compétitivité « hors prix ». Une fois que des secteurs industriels contiennent un fort contenu technologique et produisent des biens à forte valeur ajoutée, les tarifs peuvent graduellement diminuer. Le *policy mix*

industriel se trouve consolidé par l'attachement mimétique au régime d'étalon-or international. Par ailleurs, il peut être remarqué que l'alternative combinant une monnaie faible et une ouverture commerciale, alternative adoptée par certaines nations d'Europe continentale au milieu du vingtième siècle, vise d'abord à mener une politique de monnaie faible afin d'assurer une compétitivité-prix dans un contexte concurrentiel déterminé par des accords multilatéraux de libre échange, et ensuite à apprécier progressivement la monnaie afin de procéder à une montée en gamme de la production industrielle. En conséquence, les instruments et leur séquence peuvent différer en fonction des configurations nationales et du contexte international.

Le *policy mix* « agraire » associant une monnaie faible et le libre échange est défendu par le Midwest, en ce qui concerne la production agraire. Il repose sur un avantage compétitif dans une production à faible valeur ajoutée et sur une compétitivité-prix confortée par un taux de change déprécié. Les deux types de *policy mix* en présence (respectivement, agraire et industriel) correspondent, non seulement à deux blocs géographiques (respectivement, le Midwest, et le Nord-Est), mais également à deux horizons temporels différents (respectivement, la politique de dépréciation du change visant à améliorer à court terme la compétitivité-prix, et la politique d'appréciation du change poussant les firmes à améliorer à plus long terme leur productivité et compétitivité hors prix). D'un côté, le Midwest souhaite une politique de relative stabilité des prix afin de ne pas alourdir sa position débitrice à l'égard du secteur bancaire et financier du Nord-Est (au niveau interne), de sorte qu'il préfère à court terme l'instrument du change plutôt que la déflation pour consolider la compétitivité-prix (au niveau externe). De l'autre, le développement du Nord-Est ne repose pas tant sur une compétitivité-prix appuyée par une politique de déflation (au niveau interne), que sur une compétitivité hors prix tirée par une politique de monnaie forte (au niveau externe).

La politique de monnaie forte conduit, nous l'avons vu, à une baisse plus importante des prix des biens échangeables sur les marchés internationaux et améliore en conséquence la compétitivité-prix des biens agricoles, alors même que le Midwest aurait préféré qu'une telle amélioration passe par la dépréciation du change. A partir du milieu des années 1870, la balance commerciale des Etats-Unis devient excédentaire (Andrew, 1910, p. 10 ; *Bureau of the Census*, 1975, vol. 2, p. 885). L'évolution de la structure des exportations (Lipsey, 1994, tableaux 10 et 11, pp. 22-4 ; *Bureau of the Census*, 1975, vol. 2, p. 889-90) nous conduit à proposer (de manière très provisoire) l'interprétation qui suit. Dans un premier temps, à partir des années 1870, les exportations sont tirées par les biens agricoles : on peut y voir la conséquence de la forte baisse des prix agricoles (du fait de la politique monétaire déflationniste). Dans un second temps, à partir des années 1900, les exportations sont davantage tirées par les biens manufacturés : on peut voir l'effet de la protection des industries nationales (compte tenu de la politique tarifaire) puis des gains de productivité et des innovations industrielles (du fait de la politique de monnaie forte). A cet égard, il est à remarquer (là

encore en prenant soin d'éviter l'argument *post hoc*) qu'au tournant du siècle, les Etats-Unis deviennent la première puissance industrielle occidentale (Bairoch, 1982), notamment dans le domaine de la sidérurgie (Taussig, 1915, pp. 117-8).

La cohérence de la politique du gouvernement républicain est appréciée, dans le présent article, sous l'angle du *policy mix* monétaire et tarifaire, dans le cadre d'une politique structurelle d'industrialisation : d'abord la protection tarifaire permet des économies d'échelle, ensuite la monnaie forte permet une montée en gamme de la production. Elle peut être également appréciée sous l'angle de la politique budgétaire et sous celui de la balance des paiements. Les tarifs douaniers permettent au gouvernement d'enregistrer des excédents budgétaires, de réduire la dette publique, de consolider ses réserves métalliques et renforcer sa crédibilité sur les marchés internationaux (Bensel, 2000, p. 373). Ce qui nous conduit à la balance des paiements : les tarifs limitent les importations des biens industriels et donc les sorties des réserves métalliques, ce qui permet de consolider la politique en faveur de la convertibilité en espèces-or (Barreyre, 2014a, p. 104). Toutefois, Richard Bensel (2000, pp. 453, 456) estime que « selon la pure logique de la théorie économique, il y a peu de raison pour que le soutien de l'étalon-or coïncide avec celui d'une protection tarifaire [...] les deux politiques résident dans des domaines distincts avec une dynamique partiellement autonome », et Nicolas Barreyre (2014b, p. 453) que « le débordement des schémas sectionnels du tarif douanier sur la nouvelle question monétaire est d'abord affaire de coïncidence chronologique ». Pourtant, dès le début des années 1860, et à l'instar de Justin Morrill dont le nom est associé au *Tariff Act* de 1861, plusieurs Républicains conservateurs défendent à la fois la protection douanière et la monnaie métallique (Sharkey, 1959, pp. 30, 47, 66-7). Cette défense à la fois du protectionnisme et de la monnaie forte préfigure en fait la stratégie industrielle du pouvoir républicain durant toute la seconde moitié du dix-neuvième siècle. De manière décisive, le « concession » tarifaire de 1872 et le « crime » monétaire de 1873 offrent au gouvernement les instruments de son *policy mix* et, à la nation, un projet de rattrapage économique qui pourrait permettre à l'Union de s'affirmer en tant que puissance au sein du monde occidental.

Les rapports de force entre les deux choix majoritaires traduisent l'économie politique de la monnaie durant la Reconstruction et participent ainsi à l'expression de la souveraineté monétaire. Si le choix du Nord-Est s'inscrit dans le contexte de l'étalon-or international, il s'appuie également sur une forte dose de protectionnisme permettant une déconnexion significative de la production industrielle. Le choix du Midwest est à fronts renversés. S'il s'appuie sur un libre échange réciproque offrant les possibilités d'écouler plus largement la production agricole sur les marchés européens, la déconnexion s'opère au niveau monétaire par la flexibilité du change que la monnaie-papier rend possible. Ainsi le projet du Nord-Est comme celui du Midwest pensent-ils l'économie politique de la monnaie en des termes similaires, c'est-à-dire, en articulant l'intégration et la déconnexion vis-à-vis de la sphère internationale.

Les tensions qu'elle exprime permutent alors le couple intégration-déconnexion : d'un côté, la monnaie est encastrée dans la sphère internationale, et le commerce y est déconnecté ; de l'autre côté, c'est au commerce d'être encastré dans la sphère internationale, et à la monnaie d'y être déconnectée.

En somme, le projet du Nord-Est revêt un caractère tout aussi national que celui du Midwest. Alors que le Sud proclamait une sécession fiscale au début des années 1860 et souhaitait ainsi quitter l'Union, le Midwest n'envisage à aucun moment une sécession monétaire et entend rester au sein de l'Union. C'est que le projet du Midwest a l'avantage, sur le plan politique, de rencontrer l'adhésion des mouvements populaires. Le projet du Nord-Est, quant à lui, offre à la nation la possibilité, sur le plan économique, de sortir par le haut en favorisant la production industrielle et la montée en gamme. Il n'y a donc pas seulement plusieurs *échelles* de la monnaie (Barreyre, 2014b), celles des sections, mais surtout une *économie politique* de la monnaie, celle de la nation. Les rapports de force économique, les coalitions politiques, le contexte international et les stratégies du pouvoir sont autant de vecteurs qui alimentent la matrice économique et politique à l'intérieur de laquelle se dessine la trajectoire de la monnaie. L'articulation entre l'économique et le politique permet alors d'appréhender la souveraineté monétaire, c'est-à-dire, la manière dont le politique imprime sa marque sur l'objet monétaire et celle par laquelle la monnaie entraîne la société dans son ensemble.

## 5. En guise de conclusion

Le gouvernement républicain, plus sensible au projet industriel énoncé par Alexander Hamilton et aux revendications du Nord-Est, sacrifie non seulement le projet agraire de Thomas Jefferson et les aspirations du Midwest, mais également une cause qui l'avait opposé au Sud durant la guerre de Sécession. Nous pouvons à cet égard mentionner la question des droits politiques et civiques, de l'émancipation en 1863 à la ségrégation en 1896. A côté de la question fiscale, l'institution servile constitue à l'évidence un facteur important dans le déclenchement de la guerre de Sécession. Une asymétrie d'ordre économique et politique structure néanmoins les relations entre le Nord et le Sud. Dans les Etats du Sud, le système d'exploitation cotonnière reposant sur l'esclavage, les incitations économiques à le préserver sont fortes et vont jusqu'à envisager la force militaire. En revanche, au Nord, où le système de production repose sur le travail salarié, les incitations à combattre l'institution

servile *dans toute l'Union* s'appuient sur des considérations morales, lesquelles pèsent peu dans la balance politique et économique.<sup>5</sup>

Cette asymétrie explique en partie pourquoi l'administration d'Abraham Lincoln accorde la priorité à la préservation de l'Union plutôt qu'à celle de l'abolition, pourquoi la proclamation de l'Emancipation du 1<sup>er</sup> janvier 1863 devient assez tardivement le but officiel de la guerre contre le Sud. La Reconstruction constitue ensuite une tentative d'inscrire au niveau fédéral l'égalité des droits civiques et politiques des nouveaux affranchis. Toutefois, la nouvelle répartition politique découlant du « compromis de 1877 » laisse le champ libre au parti démocrate dans le Sud et débouche sur la validation des lois ségrégationnistes par la Cour Suprême en 1896. Il faudra attendre 1954 pour que la Cour Suprême revienne sur sa décision en s'appuyant précisément sur le 14<sup>e</sup> Amendement promulgué au temps de la Reconstruction (Barreyre et Schor, 2009).

Si l'asymétrie d'ordre économique et politique qui structure les relations entre le Nord et le Sud se prolonge après la guerre de Sécession, un renversement s'est néanmoins opéré. Si le parti démocrate, hégémonique au Sud, occupe de plus en plus le champ politique et idéologique, le parti républicain, replié au Nord, se réserve désormais le domaine monétaire et tarifaire. Et ce d'autant plus que les Républicains conservateurs n'étaient pas en mesure d'affronter à la fois le Sud à propos des droits civiques et le Midwest à propos de la politique économique. Les Républicains radicaux, quant à eux, mobilisaient leur force politique pour défendre la monnaie faible et la protection tarifaire, ce qui réduisait davantage l'espace politique en faveur de l'égalité de droits. Finalement, comme le souligne Robert Sharkey (1959, pp. 288-9), la mise en place du monométallisme-or avait pour « contrepartie politique une tendance générale à regarder favorablement l'approche modérée des problèmes liés à la Reconstruction », c'est-à-dire à soutenir l'approche complaisante à l'égard du Sud et incarnée par le président Andrew Johnson. Et cette « contrepartie politique » s'annonce dès 1865 dans le rapport annuel de la Chambre de Commerce de l'Etat de New York : « la restauration [de l'autorité nationale] peut être partout guidée par la magnanimité et la clémence, et qu'elle est aucunement entachée par une simple action, laquelle ne saurait être condamnée de manière inutilement sévère ou vengeresse par le jugement

---

<sup>5</sup> Jean Heffer (1997, pp. 170-1) résume précisément les enjeux : « Si l'hostilité à l'institution servile devient le ciment de la coalition antidémocrate dans le Nord dans les années 1850, ce n'est pas pour libérer les esclaves dans les Etats du Sud, mais pour empêcher l'expansion de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest » et pour éviter d'entraver « certaines de ses revendications les plus pressantes » parmi lesquelles l'« établissement d'un tarif douanier protectionniste ». Dans le Sud, une paranoïa prend alors forme : « Si les territoires de l'Ouest sont réservés uniquement au travail libre, le Congrès pourra y tailler à l'avenir des Etats qui banniront tous l'esclavage, et qui sait ? un jour, sera atteinte la majorité des trois-quarts des Etats pour un amendement constitutionnel. »

mesuré du monde civilisé, compatissant et amoureux de la liberté».<sup>6</sup> La « simple action » (*single act*) était la volonté des Etats du Sud de faire sécession et de maintenir l'institution servile.

A l'issue de notre exposé, une question vient à l'esprit. L'élaboration d'un modèle analytique, en l'occurrence celui du *policy mix* monétaire et tarifaire, ne souffre-t-il pas d'anachronisme en ceci qu'il reposerait sur une conception inexistante à l'époque de la Reconstruction? Pour y répondre, plusieurs approches sont à considérer. D'un point de vue historique, d'abord, l'hypothèse du *policy mix* monétaire et tarifaire s'appuie sur des faits stylisés. Les Républicains conservateurs défendaient à la fois une politique de tarifs élevés (qu'ils justifiaient au nom de la protection de l'industrie nationale), et l'instauration de la monnaie-or (qu'ils associaient à la puissance économique britannique). D'un point de vue analytique, ensuite, le modèle du *policy mix* monétaire et tarifaire vise à apprécier la soutenabilité et la cohérence de la politique mise en œuvre et ce, compte tenu des caractéristiques économiques, sociales et politiques de l'époque. Enfin, le modèle analytique s'avère d'autant plus nécessaire que le projet des Républicains conservateurs reste longtemps très contesté au sein de la société étasunienne. En effet, l'opposition des Républicains radicaux, des Démocrates de l'intérieur et des mouvements populaires, les revendications des industries sidérurgiques, des producteurs agraires et des exploitations minières, tout laissait à penser que l'instauration du monométallisme-or était loin d'être écrite par avance. Autrement dit, et comme le souligne Roger Chartier (1995, 2000), la dynamique de l'événement ne saurait s'inscrire simplement dans les discours qui le précèdent et semblent l'annoncer. Aussi le modèle analytique vise-t-il à articuler les relations complexes entre les configurations économiques et sociales d'une part, et la stratégie du pouvoir politique d'autre part.

---

<sup>6</sup> « *We yet trust and urge that [the] restoration [of the national authority] may be everywhere signalized by magnanimity and clemency, and that it may nowhere be stained by a single act which will be condemned as needlessly harsh or revengeful by the cool judgement of the humane and liberty-loving in any part of the civilized world.* » *Eighth Annual Report of the Chamber of Commerce of the State of New York, for the Year 1865-1866*, New York, Press of the Chamber of Commerce (1866, p. 4), document mis au jour par Sharkey (1959, p. 272), ainsi que par Coben (1959, pp. 87-9) qui apporte des sources complémentaires.

## Références bibliographiques

- ANDREW Piatt A. 1910. *Statistics for the United States, 1867-1909*, National Monetary Commission, 61st Congress, 2nd Session, Government Printing Office, Washington D.C.
- ATKINSON, Edward. 1874. *An Argument for the Conditional Repeal of the Legal-Tender Act*, Boston, A. Williams.
- BAACK, Bennett D et RAY, John R. 1974. « Tariff Policy and Comparative Advantage in the Iron and Steel Industry, 1870-1929 », *Explorations in Economic History*, vol. 11, n°1, pp. 3-23.
- BAACK, Bennett D et RAY, John R. 1983. « Political Economy of Tariff Policy : A Case Study of the United States », *Explorations in Economic History*, vol. 20, n°XXX, pp. 73-93.
- BAIROCH, Paul. 1982. « International Industrialization Levels from 1750 to 1890 », *Journal of European Economic History*, vol. 11, n°2, pp. 269-333.
- BARREYRE, Nicolas. 2014a. *L'or et la liberté : une histoire spatiale des Etats-Unis après la guerre de Sécession*, Paris, Editions de l'EHESS.
- BARREYRE, Nicolas. 2014b. « Les échelles de la monnaie : souveraineté monétaire et spatialisation de la politique américaine après la guerre de Sécession », *Annales – Histoire, Sciences Sociales*, vol. 69, n°2, pp. 439-468.
- BARREYRE Nicolas et SCHOR Paul, *De l'émancipation à la ségrégation. Le Sud des Etats-Unis après la guerre de Sécession*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BEARD, Charles et Mary BEARD. 1927. *The Rise of American Civilization*, New York, Macmillan.
- BENSEL, Richard. 1984. *Sectionalism and American Political Development, 1880-1980*, Madison, University of Wisconsin Press.
- BENSEL, Richard. 2000. *The Political Economy of American Industrialization, 1877-1900*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BORDO, Michael et Hugh ROCKOFF. 1996. « The Gold Standard as a Good “Housekeeping Seal of Approval” », *Journal of Economic History*, vol. 56, n°2, pp. 389-428.
- BUREAU OF THE CENSUS. 1975. *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*, volumes 1 et 2, Washington D. C., United States Government Printing Office.
- CALOMIRIS, Charles W. 1988. « Price and Exchange Rate Determination under the Greenback Suspension », *Oxford Economic Papers*, vol. 40, n°4, pp. 719-750.
- CALOMIRIS, Charles W. et Joseph R. MASON. 2008. « Resolving the Puzzle of the Underissuance of National Bank Notes », *Explorations in Economic History*, vol. 45, n°3, pp. 294-307.
- CARPENTER, Daniel. 2003. « Lesson, Portraiture, Method, Myth: Richard Bensel's *The Political Economy of American Industrialization, 1877-1900* », manuscript, University of Michigan.
- CAREY, Henry Charles. 1866. *Reconstruction : Industrial, Financial, and Political. Letters to the Hon. Henry Wilson, Senator from Massachusetts*, Philadelphia, Collins.

- CHAMP Bruce A., Scott FREEMAN et Warren E. WEBER. 1999. « Redemption Costs and Interest Rates under the U.S. National Banking System », *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 31, n°3, pp. 568-589.
- CHARTIER, Roger. 1995, « L'histoire culturelle entre 'Linguistic Turn' et retour au sujet », *Wege zu einer neuen Kulturgeschichte*, dans H. Lehmann, Göttingen, Wallstein Verlag, 1995, pp. 29-58.
- CHARTIER, Roger. 2000. « L'évènement et ses raisons », postface des *Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, pp. 283-298.
- COBEN, Stanley. 1959. « Northeastern Business and Radical Reconstruction », *Mississippi Valley Historical Review [Journal of American History]*, vol. 46, n°1, pp. 67-90.
- CULL, Robert J. 1992. « Un, deux, trois, quatre marchés ? L'intégration du marché du capital, Etats-Unis et Grande-Bretagne (1865-1913) », *Annales – Economies, Sociétés, Civilisations*, 47<sup>e</sup> Année, n°3, pp. 633-674.
- DAVIS, Lance E. et Robert J. CULL. 1992. « Un, deux, trois, quatre marchés ? L'intégration du marché du capital, Etats-Unis et Grande-Bretagne (1865-1913) », *Annales – Economies, Sociétés, Civilisations*, vol. 47, n°3, pp. 633-674.
- DAVIS, Lance E. et Robert J. CULL. 1994. *International Capital Markets and American Economic Growth, 1820-1914*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DEWEY, Davis. 1903. *Financial History of the United States*, Londres, Longmans and Green.
- FLANDREAU, Marc. 1996. « The French "Crime" of 1873 : An Essay on the Emergence of the International Gold Standard », *Journal of Economic History*, vol. LVI, n°4, pp. 862-897.
- FLOUD, Roderick C. 1974. « The Adolescence of American Engineering Competition, 1860-1900 », *Economic History Review*, vol. 28, n°1, pp. 57-71.
- FRIEDEN, Jeffry. 1997. « Monetary Populism in Nineteenth-Century America : An Open Economy Interpretation », *Journal of Economic History*, vol.57, n°2, pp. 367-395.
- FRIEDEN, Jeffry. 2002. « Economic Integration and the Politics of Monetary Policy in the United States », dans R. O. Keohane et H. V. Milner, *Internationalization and Domestic Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, pp. 108-136.
- FRIEDMAN, Milton. 1990. « The Crime of 1873 », *Journal of Political Economy*, vol.98, n°6, pp. 1159-1194.
- FRIEDMAN, Milton et Anna J. SCHWARTZ, 1963, *A Monetary History of the United States, 1867–1960*, Princeton, Princeton University Press.
- GILLARD, Lucien. 1991. « La bataille des régimes monétaires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *Economies et Sociétés*, tome 25, n°2, pp. 39-90.
- HAMILTON Alexander, 1791, *Report on the Subject of Manufactures*, in Arthur H. Cole & Edwin F. Gay (Eds), *Industrial & Commercial Correspondence of Alexander Hamilton*, Chicago, A. W. Shaw.
- HAWKE, G. R. 1975. « The United States Tariff and Industrial Protection in the Late Nineteenth Century », *Economic History Review*, vol. 28, n°1, pp. 84-99.

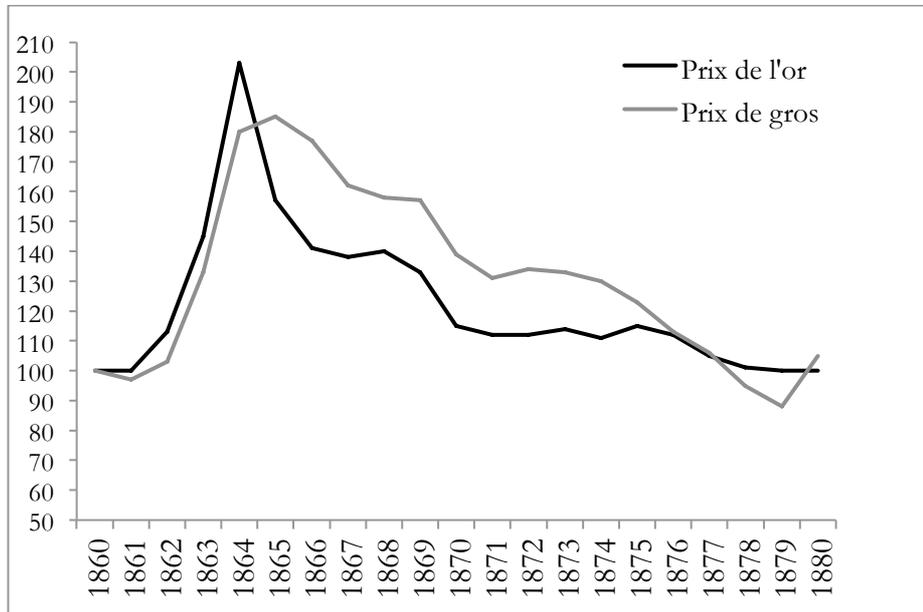
- HEFFER, Jean. 1997. « L'esclavage et l'union », in C. FOHLEN, J. HEFFER et F. WEIL, *Canada et Etats-Unis depuis 1770*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 159-188.
- HEFFER, Jean. 2003. « L'âge d'or du protectionnisme américain », *Histoire, Economie et Société*, vol. 22, n°1, pp. 7-22.
- HEFFER, Jean. 2006. « L'âge classique de la dette publique américaine », in J. ANDREAU, G. BEAUR et J.-Y. GRENIER (dir.), *La dette publique dans l'histoire*, Paris, Centre pour l'Histoire Economique et Financière de la France, pp. 365-392.
- HERFINDAHL, Orris. 1966. « Development of the Major Metal Mining Industries in the United States from 1839 to 1909 », in D. S. Brady (ed.), *Output, Employment, and Productivity in the United States after 1800*, New York, National Bureau of Economic Research, pp. 293-348.
- HOUNSHELL David A., 1984, *From American System to Mass Production, 1800-1932*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- IRWIN, Douglas. 2000. « Did Late-Nineteenth-Century U.S. Tariffs Promote Infant Industries ? Evidence from the Tinplate Industry », *Journal of Economic History*, vol. 60, n°2, pp. 335-360.
- IRWIN, Douglas. 2007. « Tariff Incidence in America's Gilded Age », *Journal of Economic History*, vol. 67, n°3, pp. 582-602.
- JAMES, John. A. 1976. « The Conundrum of the Low Issue of National Bank Notes », *Journal of Political Economy*, vol. 84, n°2, pp. 359-368.
- KELLEY, Williams D. 1872. *Speeches, Addresses and Letters on Industrial and Financial Questions*, Philadelphie, Henry Carey Baird.
- KELLEY, Williams D. 1877. « Resumption of Specie Payment », *North American Review*, vol. 125, n°259, pp. 404-408.
- KINDAHL, James K. 1961. « Economic Factors in Specie Resumption : The United States, 1865-1879 », *Journal of Political Economy*, vol. 69, n°1, pp. 30-48.
- LAKE, David A. 1988. *Power, Protection, and Free Trade: International Sources of U.S. Commercial Strategy, 1887-1939*, Ithaca, Cornell University Press.
- LE MAUX, Laurent. 2013. « The Payment System and Liquidity Provision during the U. S. National Banking Era », *Comparative Economic Studies*, vol. 55, n°3, pp. 459-477.
- LINDERMAN, Henry. 1878. *Money and Legal Tender in the United States*, New York, G. P. Putman.
- LIPSEY, Robert E. 1994. « U.S. Foreign Trade and the Balance of Payments, 1800-1913 », *NBER Working Paper Series*, n°4710, April.
- LIVINGSTON, James. 1987. « The Social Analysis of Economic History and Theory: Conjectures on Late Nineteenth Century American Development », *American Historical Review*, vol. 92, n°1, pp. 69-95.
- MCCULLOCH, Hugh. 1877. « Resumption of Specie Payment », *North American Review*, vol. 125, n°259, pp. 397-404.
- MCCULLOCH, Hugh. 1888. *Men and Measures of Half a Century: Sketches and Comments*, New York, C. Scribner.

- MEULEMANN, Max, Martin UEBELE et Bernd WILFLING. 2014. « The Restoration of the Gold Standard After the US Civil War : A Volatility Analysis », *Journal of Financial Stability*, vol. 12, June, pp. 37-46.
- MITCHELL, Wesley, 1903, *A History of Greenbacks*, Chicago, University of Chicago Press.
- MITCHELL, Wesley. 1908. *Gold, Prices, and Wages Under the Greenback Standard*, Berkeley, University of California Press.
- NUGENT, Walter T. 1967. *The Money Question during Reconstruction*, New York, Norton.
- OFFICER, Lawrence H. 1981. « The Floating Dollar in the Greenback Period : A Test of Theories of Exchange-Rate Determination », *Journal of Economic History*, vol. 41, n°3, pp. 629-650.
- O'LEARY, Paul. 1960. « The Scene of the Crime of 1873 Revisited », *Journal of Political Economy*, vol. 68, n°4, pp. 388-392.
- ROGOWSKI, Ronald. 1989. *Commerce and Coalitions*, Princeton, Princeton University Press.
- SHARKEY, Robert. 1959. *Money, Class, and Party: An Economic Study of Civil War and Reconstruction*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- SHERMAN, John. 1877. « Resumption of Specie Payment », *North American Review*, vol. 125, n°259, pp. 420-426.
- SHERMAN, John. 1895. *Recollections of Forty Years in the House, Senate and Cabinet: An Autobiography*, Chicago, Werner Company.
- SMITH, Gregor W. et R. Todd SMITH. 1997. « Greenback-Gold Returns and Expectations of Resumption, 1862-1879 », *Journal of Economic History*, vol. 57, n°3, pp. 697-717.
- STANWOOD, Edward. 1903. *American Tariff Controversies in the Nineteenth Century*, Boston, Houghton and Mifflin.
- STUDENSKI, Paul et Herman KROOSS. 1963. *Financial History of the United States: Fiscal, Monetary, Banking, and Tariff, including Financial Administration and State and Local Finance*, seconde édition, New York, McGraw-Hill.
- TAUSSIG, Frank. 1905. *The Tariff History of the United States*, sixième édition, New York, Putman.
- TAUSSIG, Frank. 1915. *Some Aspects of the Tariff Question*, Cambridge, Harvard University Press.
- TIMBERLAKE, Richard. 1993. *Monetary Policy in the United States : An Intellectual and Institutional History*, University of Chicago Press, Chicago.
- UNGER, Irwin. 1959. « Business Men and Specie Resumption », *Political Quarterly Review*, vol. 74, n°1, pp. 46-70.
- UNGER, Irwin. 1964. *The Greenback Era : A Social and Political History of American Finance, 1865-1879*, Princeton NJ, Princeton University Press.
- VERDIER, Daniel. 1994. *Democracy and International Trade: Britain, France, and the United States, 1860-1990*, Princeton NJ, Princeton, University Press.
- WARREN, Georges et Frank PEARSON. 1933. *Prices*, New York, John Wiley and Sons.

- WILLARD, Kristen L., Timothy W. GUINNANE et Harvey S. ROSEN. 1996.  
« Turning Points in the Civil War : Views from the Greenback Market »,  
*American Economic Review*, vol. 86, n°4, pp. 1001-1018.
- WRIGHT, Gavin. 1990. « The Origins of American Industrial Success, 1879-  
1940 », *American Economic Review*, vol. 80, n°4, pp. 651-668.

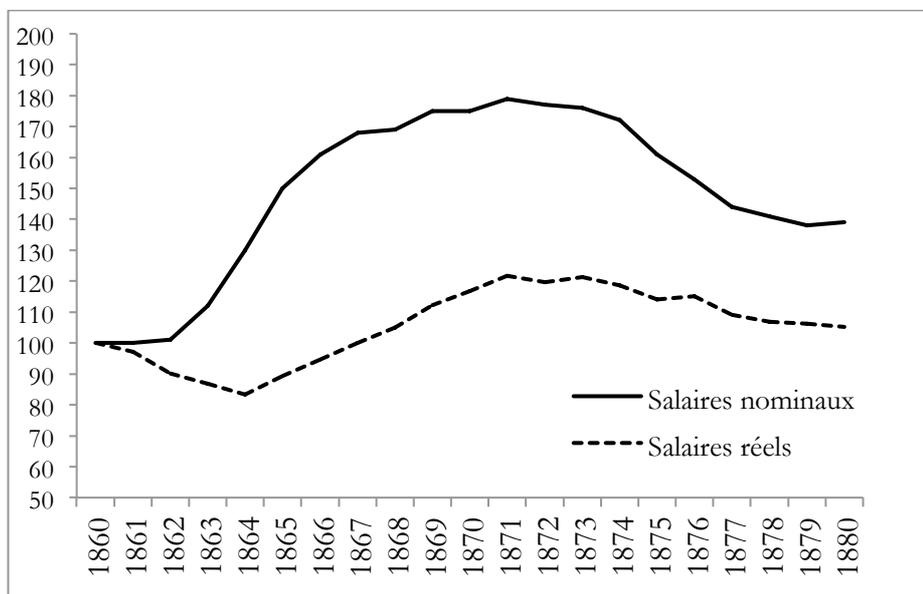
## Annexes

Graphique 1 : Prix de marché de l'or et prix de gros



Source : Mitchell (1903, p. 279)

Graphique 2 : Salaires nominaux et salaires réels



Source : Mitchell (1903, p. 279)